

ENTENTE SUR LA REVENDICATION TERRITORIALE GLOBALE DES

DÉNÉS ET DES MÉTIS DU SAHTU

RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ DE MISE EN ŒUVRE
DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 ET
DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 MARS 2021



Canada 

**Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de reproduction,
veuillez communiquer avec :** communicationspublications@sac-isc.gc.ca

www.canada.ca/relations-couronne-autochtones-affaires-nord

1 800 567-9604

ATS seulement 1-866-553-0554

Catalogue: R31-10F

ISSN 2291-4145

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Relations
Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, 2023.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre :
Sahtu Dene and Metis Comprehensive Land Claim Agreement Annual Report
of the Implementation Committee

TABLE DES MATIÈRES

Glossaire des acronymes et des abréviations	4
Chapitre 1 : Aperçu et contexte	5
Résumé des dispositions de l'Entente	6
Chapitre 2 : Parties ayant participé à la mise en œuvre	9
Sahtu Secretariat Incorporated	9
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	9
Gouvernement du Canada	9
Carte de la région désignée du Sahtu	10
Chapitre 3 : Rapports de 2019-2021	11
Rapport annuel	11
Modifications à l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et des Métis du Sahtu	11
Plan de mise en œuvre	13
Groupe de travail sur le plan de mise en œuvre de 2015-2030	13
Examen du chapitre 13 du plan de mise en œuvre	14
Autonomie gouvernementale des Dénés et des Métis du Sahtu Gouvernement Got'jné de Déljné	14
Gouvernement Got'jné de Déljné	14
Négociations sur l'autonomie gouvernementale	14
Conseils de cogestion	16
Mesures d'ordre économique	17
Renouvellement à chaque exercice	18
Financement de mise en œuvre	19

GLOSSAIRE DES ACRONYMES ET DES ABRÉVIATIONS

EP	Entente de principe
RCAANC	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada
GGD	Gouvernement Got'jné de Déḻné
ECF	Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, GTNO
EAA	Ministère de l'Exécutif et des Affaires autochtones, GTNO
ERN	Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, GTNO
ADAG	Accord définitif sur l'autonomie gouvernementale
GTNO	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
ASSSTNO	Administration des services de santé et des services sociaux des Territoires du Nord-Ouest
CMO	Comité de mise en œuvre
INF	Ministère de l'Infrastructure, GTNO
PMO	Plan de mise en œuvre
ITI	Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement, GTNO
GTMO	Groupe de travail sur la mise en œuvre
OEREVM	Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie
T.N.-O.	Territoires du Nord-Ouest
ERTGDMS	Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et des Métis du Sahtu
OATS	Office d'aménagement territorial du Sahtu
OTES	Office des terres et des eaux du Sahtu
ORRS	Office des ressources renouvelables du Sahtu
RDS	Région désignée du Sahtu
SSI	Sahtu Secretariat Incorporated

CHAPITRE 1

APERÇU ET CONTEXTE

Le 6 septembre 1993, le Conseil tribal du Sahtu (remplacé ultérieurement par le Sahtu Secretariat Incorporated [SSI]), le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) et le gouvernement du Canada (Canada) signaient l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et des Métis du Sahtu (l'ERTGDMS ou l'Entente) et le plan de mise en œuvre (PMO) connexe. L'Entente est entrée en vigueur le 23 juin 1994. Bien que le GTNO ne soit pas officiellement partie à l'ERTGDMS, il a de nombreuses obligations en vertu de l'entente.

En vertu de l'Entente, les Dénés et les Métis du Sahtu ont obtenu les titres fonciers sur 41 437 kilomètres carrés de terres dans la région désignée du Sahtu (RDS) des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.), dont 1 813 kilomètres carrés comprennent des mines et du minerai.

Voici d'autres dispositions importantes de l'Entente :

- Montant de 130 millions de dollars en transferts exempts d'impôt sur une période de 15 ans.
- Droits de récolte d'animaux sauvages et droit de premier refus concernant les activités commerciales touchant la faune dans la RDS.
- Établissement d'institutions publiques gouvernementales pour la gestion de la faune et la réglementation des terres, des eaux et de l'environnement dans la RDS.
- Nominations de membres du peuple Sahtu dans des institutions du gouvernement public.
- Droit de négocier des accords sur l'autonomie gouvernementale.

L'article 29.2 de l'Entente prévoit l'établissement d'un Comité de mise en œuvre (CMO). Le CMO est composé de trois hauts fonctionnaires, chacun représentant l'un des signataires de l'Entente (le Canada, le GTNO et le SSI).

Le CMO supervise et surveille les obligations continues des parties en vertu de l'Entente et l'exécution des activités requises pour s'acquitter de ces obligations, telles qu'elles sont décrites dans le plan de mise en œuvre. Le CMO sert également de tribune pour résoudre les problèmes qui pourraient survenir relativement à la mise en œuvre de l'Entente.

Les réunions du CMO ont généralement lieu trois fois par an en personne pour planifier, coordonner et examiner les activités de mise en œuvre, de même que pour discuter des problèmes de mise en œuvre cernés par les parties.

Le CMO rend compte de la mise en œuvre de l'Entente par la publication d'un rapport annuel. Ce rapport porte sur deux exercices financiers, du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2021.

Le présent rapport annuel donne un aperçu des activités entreprises et des questions examinées par le CMO au cours de cette période, y compris les progrès réalisés en vue de régler les questions en suspens et les mesures à prendre pour faire progresser le règlement de ces questions.

En 2019-2020, le CMO du Sahtu s'est réuni aux dates suivantes :

- Le 9 avril 2019 (Yellowknife).
- Le 24 septembre 2019 (Yellowknife).
- Le 4 décembre 2019 (Ottawa).

En 2020-2021, le CMO du Sahtu s'est réuni aux dates suivantes par téléconférence :

- Le 19 juin 2020.
- Le 30 septembre 2020.

RÉSUMÉ DES DISPOSITIONS DE L'ENTENTE

Admissibilité et inscription : Un conseil d'inscription formé de sept personnes, chacune nommée par le Conseil tribal du Sahtu pour représenter l'une des collectivités du Sahtu, a été créé pour inscrire les participants admissibles dans le cadre de l'Entente. L'inscription continue des participants relève du Secrétariat du Sahtu.

Autonomie gouvernementale : L'Entente oblige le gouvernement à entamer des négociations avec les Dénés et les Métis du Sahtu afin de conclure une entente sur l'autonomie gouvernementale qui tient compte de la situation unique des Dénés et des Métis du Sahtu. Les ententes d'autonomie gouvernementale ne peuvent contrevenir à l'Entente sur la revendication territoriale globale ni porter préjudice aux droits des Dénés et des Métis du Sahtu à titre de citoyens canadiens. Les ententes d'autonomie gouvernementale répondent au désir des Dénés et des Métis du Sahtu d'exercer leur autonomie gouvernementale autant que possible à l'échelle des collectivités.

Règlement des différends : L'approche de règlement des différends décrite dans l'Entente comprend l'établissement d'un conseil d'arbitrage du Sahtu composé de quatre à huit membres nommés par les parties. Les parties sont en train de modifier l'Entente afin de refléter une approche plus souple et simplifiée en matière de règlement des différends, ne faisant pas appel au groupe d'arbitrage.

Organisations du Sahtu : Des organisations désignées du Sahtu s'engagent à assumer les responsabilités relatives au Sahtu énoncées dans l'Entente. Une organisation désignée du Sahtu doit nécessairement être une fiducie, une société ou une entreprise établie en conformité avec les lois fédérales ou territoriales. Tous les droits pouvant être exercés par une organisation désignée du Sahtu, y compris le droit de recevoir et de gérer des paiements et de posséder et de gérer des terres, ont été accordés par le Conseil tribal du Sahtu avant la signature de l'Entente. Les responsabilités de chaque organisation désignée du Sahtu sont énoncées dans le registre du Sahtu.

Indemnisation financière : Selon les dispositions de l'Entente, le Canada a versé environ 130 millions de dollars sur 15 ans au SSI, à titre d'organisation représentant les Dénés et les Métis du Sahtu. Le SSI a commencé à rembourser les prêts consentis aux Dénés et aux Métis en 1995 pour les négociations. Le Canada a soustrait les coûts de remboursement du prêt des paiements de transfert de fonds, conformément à l'article 8.3 de l'Entente, Prêts garantis par le transfert de fonds.

Redevances sur les ressources : Sur une base trimestrielle, et conformément au chapitre 10 de l'Entente, le Canada doit verser au Sahtu un pourcentage de redevances sur les ressources obtenues dans le cadre de projets de mise en valeur des ressources entrepris dans la vallée du Mackenzie. Depuis la mise en œuvre de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des T.N.-O. le 1^{er} avril 2014, le GTNO verse maintenant ces paiements au Sahtu au nom du gouvernement.

Mesures économiques : Les programmes gouvernementaux de développement économique qui sont réalisés à l'occasion dans la RDS tiennent compte de la nécessité d'appuyer l'économie traditionnelle du Sahtu, d'encourager le développement d'entreprises du Sahtu commercialement viables, d'offrir aux peuples du Sahtu une formation sur les affaires et l'économie et de l'aide aux études, et de stimuler l'embauche des Sahtu dans le cadre de grands projets de développement, au sein de la fonction publique et des organismes publics. Le gouvernement est tenu de consulter le SSI lorsqu'il souhaite proposer de nouveaux programmes, et tous les trois ans, les parties doivent examiner l'efficacité des programmes relatifs aux objectifs et aux mesures de développement économique énoncées au chapitre 12 de l'Entente. Les obligations du gouvernement en vertu du chapitre 12 concernant les contrats et l'approvisionnement comprennent le recours aux meilleures pratiques et procédures visant à maximiser les possibilités d'emploi et les occasions d'affaires pour les entreprises locales, régionales et du Nord.

Récolte d'animaux sauvages et gestion de la faune :

Le chapitre 13 de l'Entente établit les droits de récolte d'animaux sauvages dans la RDS et prévoit l'établissement d'un Office des ressources renouvelables du Sahtu (ORRS). Il incombe à l'ORRS et à l'ensemble des autres parties de protéger, de conserver et de gérer les ressources renouvelables dans la RDS de manière durable, afin de répondre aux besoins de la population d'aujourd'hui et de demain. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le site Web de l'ORRS à l'adresse www.srrb.nt.ca (en anglais seulement).

\Réglementation des terres et des eaux : Le chapitre 25 de l'Entente prévoit la création des organismes de mise en œuvre suivants, conformément aux mesures législatives applicables :

- L'Office des terres et des eaux du Sahtu (OTES), chargé de la réglementation de l'utilisation des terres et des eaux dans toute la RDS. Pour de plus amples renseignements, consultez le site Web de l'OTES à l'adresse www.slwb.com (en anglais seulement).
- L'Office d'aménagement territorial du Sahtu (OATS), chargé d'élaborer un plan d'aménagement du territoire dans la RDS, d'examiner le plan et d'y proposer des modifications. Pour de plus amples renseignements, consultez le site Web de l'OATS à l'adresse www.sahtulanduseplan.org (en anglais seulement).

Le chapitre 25 souligne également la participation de membres nommés par le Sahtu au sein de l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie (OEREVM), qui a été institué conformément à la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* et qui évalue les impacts environnementaux des propositions de développement dans la vallée du Mackenzie. L'Entente prévoit par ailleurs que le SSI peut soumettre à l'OEREVM des propositions de développement susceptibles d'avoir des répercussions sur la RDS et qu'il peut nommer des membres au sein des offices d'examen mis sur pied de façon ponctuelle. Pour de plus amples renseignements, consultez le site Web de l'OEREVM à l'adresse www.reviewboard.ca (en anglais seulement).

CHAPITRE 1

FORT GOOD HOPE

Chapter 1 - ʔala ʔedátl'e – Hidú Dágóʔq hé Gots'é Dák'j'ngaw'e

Hederi September 6, 1993 ʔekúh xai ʔeyi Sahtu Tribal Council héʔegoniwe yile. (ʔeyitl'a Sahtu Secretariat Incorporated góʔa SSI kúdedi), Juhdá gonéné gogha Government (GNWT), hé hederi ʔehda hogháre gogha Government (Canada) ʔóhla Sahtu gots'ę Denewá ke hé Tadá Móla ke gha neh hesóridaonét'q gowina gorjekenétl'e (SDMCLA) bəʔa ʔedjhtl'e dágok'e ʔeghálats'eyuda (IP) ts'é hęʔę kedəyjdí gok'éhta wí'la gok'e kedjzj kedəyitl'e. Hagú June 23, 1994 ʔekúh dz'ine k'e xadə bek'éhta ʔeghálats'eyuda gha ʔakeyila. ʔadahxq GNWT denezə kuríʔenétl'e kólí hederi ʔedjhtl'e ʔelehé ts'ehsj yile dagháre t'áhsi gqʔq kehé denezd'inékdi gha kuríʔenétl'e.

Hederi SDMCLA dagháre Sahtu gots'ę Denewá ke hé Tadá Móla ke gha neh 41,432 golebú ʔeká ʔadéshsha judeni Sahtu gonéné wína ʔekedéwę góyá gonéné (SSA) góʔa neh 1813 golebú ʔeká ʔadéshsha wí'la nehka sǫba fə, fə déjtj, hé yeri nehk'e góhlij bəʔa heríʔenétl'e.

Góʔa ʔeyi SDMCLA hederi wí'la gogha k'áhokewe gha kughágót'q:

- . Horénq ʔq lak'e/ solái xai gok'enéhta sǫba \$130 Million ʔekáʔaréht'e du bek'e sǫba rats'eyehdíle gha denegha wela wóle.
- . Hederi SSA gonéné gowina hé góyá meni begha hesóridaonét'q yile ke ʔq dúle ʔegúhyá rákəʔa hé ʔehdz'q ʔakehʔj hagú déhyá t'áhsj denets'ę dúle bets'ę sǫba ts'edesj gha nídé ʔekedədiníyá féré goghq dagokedeke gha.
- . Hederi SSA gonéné hek'éyedit'udi gogha meni begha hesóridaonét'q kudagháre wí'la dúle nehk'e dák'j'ngaw'e xáre hek'eyedikadi góʔa tu hé neh ʔareyǫné bewjna ʔedewé yile góyá gonéné gogha
- . Déhyá t'áhsi gha dene gok'edéwów'i gha nídé Sahtu gots'ę dúle gohíjzj ríkəla/ dódí nídé kuríʔedéwotl'e gogha dúle men its'eniwe ʔekáʔakúddadi; hé
- . Dúle déhyá ʔedets'é k'áhokuwe rígoniwe nídé ʔekedədiníyá gogháre ʔagot'l gha.

ʔedátl'e gota xadə Section 29.2 dagháre dúle yeri ts'eniwe gok'éhta k'j'ngaw'e gogha rígoniwe nídé hederi tat'e ts'ę ʔefedéhw'l kádeʔá (IC) gháre ʔagot'l gha. Meni gogha denezə kedjzj kedəyitl'e . ʔelehé xadə ts'ehsj (denehli Canada gogha, GNWT hé SSI gots'ę denezə ʔakət'j gháre ʔq dúle gok'e k'j'ngokeʔa gha.

ʔeyi IC gogha kuríʔenétl'e ke hederi SDMCLA dagháre déhyá t'áhsi goghálats'eyuda gogha ʔagóht'e nídé ʔekedədiníyá yeri ghálats'eyeda yile ʔaragót'e gots'ę gok'e k'j'nakerehta gha. ʔelehé xadə kehsj dagháre (IP) Goʔa IC k'edéhw'i ke déhyá t'áhis hé ʔeleyená ʔats'eniwe nídé ʔakəddədiníyá kesóridaokenéha gha.

Xai toréht'e nídé IC gok'e déhw'i ke ʔelehé t'áhsj ghálakeyídayile ghárekeyeda hé yeri beghálats'eyuda gogha ʔelehé gok'e xadə kehsj dákehé k'j'ngaw'e hé yeri hé dú gonezq k'j'ngaw'ele hé yeri hé gonezq k'j'ngaw'e ts'eniwe ʔekú goghq ʔelehé gokəda gha.

ʔeyi IC gogha gok'e déhw'i ke hederi ʔelehé xadə ts'ehsj dagháre yeri ghálakeyuda ghq ʔedíhtl'e kehsj xai toreht'e kehsj gha. Hederi ʔedíhtl'e la April 1, 2019 hé March 31, 2021 yeri ghálakeyida gok'énehta gogha ʔedíhtl'e kehsj gha.

Hederi líl xai toréht'e gogha ʔedjhtl'e kedetl'e la begháre yeri ghálakeyida góʔa gowere gots'ę t'áhsj ladet'e hjt'ú dá gok'e kesóridaonét'q hé hjdowe dá gok'e k'j'ngokowa gowereta gok'e dá ʔeghálakeyuda goghq wí'la ʔekáʔakedi gha.

2019 hé 2020 gok'énehta weyi Sahtu IC hederi dz'jné hé judeni gokəyjdə góya dāt'l'e :

- . April 9,2019 (Sóbak'é ni)
- . September 24,2019 (Sóbak'é ni)
- . December 4, 2019 (Ottawa ni)

2020 hé 2021 weyi Sahtu IC weyi tl'uyə wehé gokəyjdə :

- . June 19,2020
- . September 30,2020

Welehé xədə kehsi dagháre hederi dúle xáre gok'e wedegga goghálats'eyeda gha

Meni ke denezə kudeta hé denezə dúle kuríwenétl'e: Hederi meni ke gogha gok'ede`wow'i la dene láhdij kákulə weyi Sahtu gonéné gots'ə kəta weyóné gots'ə dene lat'e heríwenéhtl'ə gha. Weyi Sahtu Tribal Council dagháre kuríwenétl'e gha. Hagú neh dene gha kesórídaonét'ə gots'ə dene kádeʔá hlij. Weyi SDMCLCA dagháre denezə meni neh hesórídaonét'ə yíle gots'ə dene hégot'ine heríwenétl'e nídé denezə dene hǵj heríwenéhtl'ə gha dúle. Hagú góza dene denedadútl'e nídé weyi SSI kuts'ə godéʔa gok'e k'jngokəʔa gogha.

Wedets'ə - Káhots'uwe: Déhyə Sahtu gonéné gots'ə Denewá hé Tadə Məla gha kesórídaonét'ə yíle gots'ə kəta líi wedets'ə k'áhokuwe keniwe nídé SDMCLCA gha kuríwenétl'e ke wekədədiníyá government denehé areyóné yeri gháre wedets'ə k'áhots'uwe ts'eniwe gháre w'ila denezə weghálakeyeda gha. Hagú dúyé weyi SDMCLCA dagháre xədə hehsj yena weghálakeyeda gha, dódí nídé dúyé Sahtu gots'ə Denewá ke hé Tadə Məla ke Canada gonénék'e dá dene hek'égidi goyená denets'ə k'jngokəʔa. Wedets'ə k'áhots'uwe rígot's'əwəʔa nídé begháre Sahtu gots'ə Denewá ke hé Tadə Məla ke wedets'ə k'áhokuwe gogha weyóné kəta gháre gok'éyedi kudi gok'a denež weghálakeyeda gha.

Xədə hehsj goyená wadedi nídé: Neh denegha kesórídaonét'ə godágharé SDMCLCA goxədə k'éhtá weghálats'eyeda be dagháre w'ila dúle dene wets'édjǵi weká wehə't'e weyi Sahtu Arbitration Panel k'e déwəw'i gogha dene heríwenétl'e Hagú kuríwenétl'e dagháre t'áhsj kesórídaots'edəwəʔa.

Sahtu Kəta Kágodéyila gogha wegháláyida: Neh denegha kesórídaonét'ə godágharé SDMCLCA kəta káyágodéyila wek'a weyóné gogha weghálats'eyuda gogha rígot'əʔa gha. Meni gok'e wegháláyuda hederi sǵba hǵdowe gogha bek'égudu gogha (Trust) T'áhsj lat'e goghálakeyuda (Society) dódí nídé dene ghame weyóné gok'éyedikədi (Corporation) weyi federal dódí nídé territorial government gogha weʔá hehsj k'étaʔagóht'e nídé. Hederi neh hesórídaonét'ə gogháre hederi Sahtu Tribal Council wekədədiníyá kudágharé meni kəta káyágodéyila gogha wegháláyeda ke sǵba hé gots'érakədə hé xáre sǵba hek'éyedikədi góza neh xáre kuts'ə hé neh hek'éyedikədi gha dúle. Hagú weyi Sahtu Register dagháre w'ila kəta gots'ə meni denegha wegháláyeda heríwenétl'e keg ok'éhta weghálakeyeda gha.

Sǵba hé denets'ə ragodi: Neh denegha kesórídaonét'ə goxədə (SDMCLCA) dagháre Canada hai soba \$130 Million wekáwehə't'e horénǵi ǵǵ lak'e/ sǵlái xai gok'énéhta SSI ts'ə ráwekəyehdi gha. Wekədədiníyá Sahtu gogha Denewá hé Tadə Məla ke ghame kuríwenétl'e. Hagú 1995 wekúhxai gots'ə kéwəgoniwe. Hagú weyi Federal government sǵba ts'ehsj gǵsha goghálats'eyuda gogha sǵba denewanáwekəla k'é't'árárats'eyedi gosǵba hederi SDMCKCA gota weʔá section 8.3 godágharé.

Neh kesórídaonét'ə k'e nehka gots'ə t'áhsj ts'ə sǵba kehsh ts'ə sǵba denegháya gha: Neh kesórídaonét'ə SMCLCA godágharé; déhyə Sahtu láni nehka gots'ə sǵba kehsh nídé government dǵj sa gotegodewe toréht'e nídé sǵba dáreht'e dəhogá láni kehsh ts'ə sǵba sówehə't'e benéné ǵǵj ts'ə wadə gha. Hagú April 1,2014 wekú Júhda wełəguéné gogha kəta ts'ə weyóné sǵba láhtadəya gha welehé xədə kehsh yíle dagháre.

Xaré Ɂedegha Ɂeghálats'eyeda dodi níde sǫba ts'edusj gogha: Déhyá government xaré Ɂegháláyída yáts'it'j dagháré sǫba ts'edesj gha sǫba SSA ts'é lahtakedələ níde meni xaré Ɂegháláyída het'j gǫzə meni t'áhsj Ɂǫné dələ gots'ə sǫba hehsj ke šba hé gots'ə rákədə gha; gǫzə Sahtu gonéné lani kǫta gots'ə denéhlj xaré Ɂedegha kéɁegorúhwi yeniwə, wáyi gahurutə got'ódéɁá, t'áhsj gogháláyuda gogha Ɂedjhtl'é kǫé Ɂat'j gha níde sǫba hé gots'ə rákədə gha; hé déhyá Sahtu gonéné gogha deneghame Ɂeghálts'eyeda gogha dene het'ódéa níde benéné Ɂilj Ɂegháláyída kughádewowi gogha denets'ə rádakededi gha. Déhyá Government t'áhsi bet's'ə dúlɁeghálats'eyeda dódí níde sǫba ts'edesj dene ghame kéɁegokerúhwe keniwə gowere SSI féré goghǫ ts'égokədə gha, hé tai xai gotegodewə toréht'e níde Ɂelehé rakedéhw'i hagúni Ɂekúh hederi xədə Ɂelehé kehsi dagháré Chapter 12 begodí sú bek'éhtá Ɂeghálakeyida gogha Ɂelehé goghárakeyeda gha. Hagú Ɂeyi Chapter 12 dagháré Government déhyá dúle contract k'e Ɂeghálats'eyuda dódí níde meni xaré Ɂegháláyída het'j Ɂegháláyída goghákələ gǫka Ɂeghálakeyeda gha hé judeni Ɂagot'j Ɂeyi hýt'i gots'ə meni dúle t'áhsj hé gǫzə Ɂeghálakeyeda níde Ɂekáni gok'e Ɂeghálakeyeda gha gogháré judeni t'áhsj ghálakeyeda gots'ə dene hił Ɂegháláyída kughádewowi gǫka Ɂeghálakeyeda gha gots'ə kǫtá, region gogha hé juhdá Ɂareyóné gogha.

Ɂehdz'oh Ɂats'ehɁj hé godi bek'íné gots'ədi hé bek'égodí: Hederi SDMCLCA Ɂedátt'eta Chapter 13 dagháré Sahtu gonénék'e dúle beghakesórídaonet'q ke gha SSA k'e xədə dát't'e gháré dúle hagú gogháré w'ila dúle meni gok'éyediwodi gha Sahtu Renewable Resources Board (SRRB) gha ríǫt'q. Hagú Ɂeyi SRRB Ɂəkədədiniyá denezə Ɂeghálakeyeda gha, gok'éyedikədi hé dá k'jagow'e kudagháré Ɂagot'j gha, Ɂeyi SSA goxədə dát't'e gháré hjdúgawe hé hjdówé k'ále got'áogots'edéwohɁa gogha kuts'ə godéɁa. Wáyi gogá kots'edúhsha ts'eniwə níde dúle Ɂeyi SRRB kugódík'é gáyahda www.srrb.nt.ca.

Neh hé Tu gha xədə gháré Ɂegháats'eyeda: Ɂeyi SDMCLCA xədə dagháré Ɂedátt'e Chapter 25 dagháré dúle gogha gok'e Ɂeghalats'eyuda gogha dúle dene gok'edéwow'l gha xədə gota dát't'e:

- **Sahtu Land and Water Board (SLWB)** - Ɂekədədiniyá SSA gonénék'e nehk'e hé tu gá Ɂeghálats'eyúda níde kudagháré Ɂagot'j gha. Wayi gogá kots'edúhsha ts'eniwə níde dúle gok'edéhw'l kugodík'é gáyahda www.slwb.com; hé

- **Sahtu Land Use Planning Board (SLUPB)** - Ɂekədədiniyá Ɂeyi SSA gonénék'e dák'jaguw'e gogha xədə kuts'ə godéɁa hé xədə hehsj lárahta goghárakeyeda gha hé Ɂeghatá níde xədə begháré Ɂeghálakeyeda yíle Ɂedǫ/ gúlí Ɂaragokələ gha dúle. Wayi gogá kots'edúhsha ts'eniwə níde dúle gok'edéhw'l kugodík'é gáyahda www.sahtulanduseplan.org.

Chapter 25 dagháré dúle meni Sahtu gots'ə dene hijl Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (Dəhogá gonénék'e hogháré déhyá nehk'e lani Ɂeghálats'eyda níde dene ghame gok'e k'jnakerehta gogha gok'e déhw'i) Ɂeyi Mackenzie Valley Resource Management Act Dəhogá gonénék'e hogháré déhyá nehk'e Ɂeghálakeyeda níde Ɂəá dagháré Ɂekədədiniyá gogha kuríɁenét't'e .Gǫzə SDMCLCA gota xədə dát't'e dagháré SSI déhyá lani neh hesórídaonet'q gonénék'e (SSA) Ɂeghálats'eyeda goghǫ Ɂagodədi keniwə níde dúle gogho MVEIRB goghǫ gots'ə gokədə , hagú gogháré dené sóɁareht'e SSI k'e déhw'l gots'ə gozə Ɂəá ghárakeyuda gogha gohé kedéhw'l gha dúle. Wayi gogá kots'edúhsha ts'eniwə níde dúle gok'edéhw'l kugodík'é gáyahda www.reviewboard.ca

CHAPITRE 1

DELINE

Chapter 1 - ʔala ʔedátl'e – Hidú Dágóʔoq hé Gots'é Dák'ínagaw'e

Hederi September 6, 1993 ʔekúh xai ʔeyi Sahtu Tribal Council héʔegoníwe yíle. (ʔeyitl'a Sahtu Secretariat Incorporated góza SSI kúdedi), Juhdá gonéné gogha Government (GNWT), hé hederi ʔehda hogháre gogha Government (Canada) ʔóhla Sahtu gots'é Denewá ke hé Tadá Móla ke gha neh hesórídaonét'q gowina gorʔekenétl'e (SDMCLA) bəza ʔedjhtl'e dágok'e ʔeghálats'eyuda (IP) ts'é heʔe kedəyji gok'éhta w'ila gok'e kedjz' kedəyitl'e. Hagú June 23, 1994 ʔekúh dz'ine k'e xədə bek'éhta ʔeghálats'eyuda gha ʔakeyja. ʔadahxq GNWT denezə kuríʔenétl'e kólí hederi ʔedjhtl'e ʔelehé ts'ehsj yíle dagháre t'áhsi góʔoq kehé denezd'inékdi gha kuríʔenétl'e. SDMCLA hohtá sǰ GNWT kə gohá goghq agodíle sóʔoní kúlú eyi ʔehk'é Ats'eníwə goʔehrhjhtl'e (SDMCLA) dahgharé GNWT asǰ ʔo t'á k'egogəza gha dúle.

Hederi SDMCLA dagháre Sahtu gots'é Denewá ke hé Tadá Móla ke gha neh 41,432 golebú ʔeká ʔadéhsa judeni Sahtu gonéné wína ʔekedéwə góyá gonéné (SSA) góza neh 1813 golebú ʔeká ʔadéhsa w'ila nehka sóba fá, fá déti, hé yeri nehk'e góhli bəza heríʔenétl'e.

Góza ʔeyi SDMCLA hederi w'ila gogha k'áhokewe gha kughágot'q:

- Horénq ʔo lak'e/ solái xai gok'enéhta sóba \$130 Million ʔekáʔaréht'e du bek'e sóba rats'eyehdíle gha denegha wela wóle.
- Hederi SSA gonéné gowina hé góyá meni begha hesórídaonét'q yíle ke zq dúle ʔegúhyə rákəza hé ʔehdz'q ʔakehǰ hagú déhyə t'áhsj denets'é dúle bets'é sóba ts'edesj gha nídé ʔekedədiníyá féré goghq dagokedeke gha.
- Hederi SSA gonéné hek'éyedit'udi gogha meni begha hesórídaonét'q kudagháre w'ila dúle nehk'e dák'ínagow'e xaré hek'eyedikədi góza tu hé neh ʔareyóné bewína ʔedewé yíle góyá gonéné gogha
- Déhyə t'áhsi gha dene gok'edéwow'i gha nídé Sahtu gots'é dúle gohǰz' ríkələ/ dódi nídé kuríʔedéwotl'e gogha dúle men its'eniwe ʔekáʔakúdadi; hé
- Dúle déhyə ʔedets'é k'áhokuwe rígoniwe nídé ʔekedədiníyá gogháre ʔagot'l gha.

ʔedátl'e gota xədə Section 29.2 dagháre dúle yeri ts'eniwə gok'éhta k'ínaguw'e gogha rígoniwe nídé hederi tat'e ts'é ʔefedéhw'l kádeʔá (IC) gháre ʔagot'l gha. Meni gogha denezə kedjz' kedəyitl'e . ʔelehé xədə ts'ehsj (denehli Canada gogha, GNWT hé SSI gots'é denezə ʔakəʔ'j gháre zq dúle gok'e k'ínagokeza gha.

ʔeyi IC gogha kuríʔenétl'e ke hederi SDMCLA dagháre déhyə t'áhsi goghálats'eyuda gogha ʔagóht'e nídé ʔekedədiníyá yeri ghálats'eyeda yíle ʔaragót'e gots'é gok'e k'ínakerehta gha. ʔelehé xədə kehsh dagháre (IP) Goza IC k'edéhw'i ke déhyə t'áhis hé ʔeleyená ʔats'eniwə nídé ʔekedədiníyá kesórídaokenéha gha.

Xai toréht'e nídé IC gok'e déhw'i ke ʔelehé t'áhsj ghálakeyídayíle ghárekeyeda hé yeri beghálats'eyuda gogha ʔelehé gok'e xədə kehsh dákehé k'ínaguw'e hé yeri hé dú gonezq k'ínagow'éle hé yeri hé gonezq k'ínagow'e ts'eniwə ʔekú goghq ʔelehé gokədə gha.

ʔeyi IC gogha gok'e déhw'i ke hederi ʔelehé xədə ts'ehsj dagháre yeri ghálakeyuda ghq ʔedíhtl'e kehsh xai toreht'e kehsh gha. Hederi ʔedíhtl'e la April 1, 2019 hé March 31, 2021 yeri ghálakeyida gok'énehta gogha ʔedíhtl'e kehsh gha.

Hederi líl xai toréht'e gogha ʔedjhtl'e kedetl'e la begháre yeri ghálakeyída góza gowere gots'é t'áhsj ladet'e hǰt'ú dá gok'e kesórídaonét'q hé hǰdowe dá gok'e k'ínagokuza gowereta gok'e dá ʔeghálakeyuda goghq w'ila ʔekáʔakedi gha.

CHAPITRE 1

2019 hé 2020 gok'énehta Ɂeyi Sahtu IC hederi dz'íné hé judeni gokəyjdə góyá dát'l'e :

- . April 9, 2019 (Sóbak'é ni)
- . September 24, 2019 (Sóbak'é ni)
- . December 4, 2019 (Ottawa ni)

2020 hé 2021 Ɂeyi Sahtu IC Ɂeyi tl'uya Ɂehé gokəyjdə :

- . June 19, 2020
- . September 30, 2020

Ɂelehé xadə kehsi dagháré hederi dúle xaré gok'e Ɂedegha goghálats'eyeda gha

Meni ke denezə kudeta hé denezə dúle kuríɁenét'l'e: Hederi meni ke gogha gok'ede`wow'i la dene láhdjij kákulə Ɂeyi Sahtu gonéné gots'ə kóta Ɂareyóné gots'ə dene lat'e heríɁekenéhtl'ə gha. Ɂeyi Sahtu Tribal Council dagháré kuríɁenét'l'e gha. Hagú neh dene gha kesórídaonét'q gots'ə dene kádeɁá hji. Ɂeyi SDMCLCA dagháré denezə meni neh hesórídaonét'q yile gots'ə dene hégot'ine heríɁenét'l'e nídé denezə dene hízj heríɁekenéhtl'e gha dúle. Hagú góza dene denedadútl'e nídé Ɂeyi SSI kuts'ə godéɁa gok'e k'jagokəɁa gogha.

Ɂedets'ə - Káhots'uwe: Déhyə Sahtu gonéné gots'ə Denewá hé Tadə Móla gha kesórídaonét'q yile gots'ə kóta líi Ɂedets'ə k'áhokuwe keniwe nídé SDMCLCA gha kuríɁenét'l'e ke ɁəkəɁəɁiniyá government denehé areyóné yeri gháré Ɂedets'ə k'áhots'uwe ts'eniwe gháré w'ila denezə Ɂeghálakeyeda gha. Hagú dúyé Ɂeyi SDMCLCA dagháré xadə hehsj yena Ɂeghálakeyeda gha, dódí nídé dúyé Sahtu gots'ə Denewá ke hé Tadə Móla ke Canada gonénék'e dá dene hek'égidi goyená denets'ə k'jagokeɁa. Ɂedets'ə k'áhots'uwe rígot's'əwəɁa nídé begháré Sahtu gots'ə Denewá ke hé Tadə Móla ke Ɂedets'ə k'áhokuwe gogha Ɂareyóné kóta gháré gok'éyedi kudi gqk'a deneɁ Ɂeghálakeyeda gha.

Xadə hehsj goyená Ɂadedi nídé: SDMCLCA gok'əyíi dádí dahgháré, ayíi ghq agodí sji goghq areyóné Ɂehk'ə agenjwe gha njde, eyíi bedahgháré zq agot'j gha. Eyíi government agedí sji amji Sahtú got'jné hji gots'ə bídí agodíle kə dji le njde dene ets'édji k'ets'ené kánéht'e kágelə sji gogha godí gehtsj gha. Dene kə gok'ə eghálaeda gji sji eyíi SDMCLCA begháré k'egokw'e gha njde goɁq begháré gorezhí k'egukw'ele gogha agodí hā begodí gúlúu anagele gha njde, hqɁq dene gotanarúdā t'á godí hohlá gha njde eyíi ch'á la goghq agodí.

Sahtu Kóta Kágodéyila gogha Ɂegháláyida: Neh denegha kesórídaonét'q godágharé SDMCLCA kóta káyágodéyila Ɂek'a Ɂareyóné gogha Ɂeghálats'eyuda gogha rígotk'ə gha. Meni gok'e Ɂegháláyuda hederi sóba hjdowe gogha bek'égudu gogha (Trust) T'áhsj lat'e goghálakeyuda (Society) dódí nídé dene ghame Ɂareyóné gok'éyedikadi (Corporation) Ɂeyi federal dódí nídé territorial government gogha ɁəɁá hehsj k'étáɁagóht'e nídé. Hederi neh hesórídaonét'q gogháre hederi Sahtu Tribal Council ɁəkəɁəɁiniyá kudágharé meni kóta káyágodéyila gogha Ɂegháláyeda ke sóba hé gots'érákədə hé xaré sóba hek'éyedikadi góza neh xaré kuts'ə hé neh hek'éyedikadi gha dúle. Hagú Ɂeyi Sahtu Register dagháré w'ila kóta gots'ə meni denegha Ɂegháláyeda heríɁenét'l'e keg ok'éhta Ɂeghálakeyeda gha. Sahtú gots'ə amji kə gohá agot'j gots'ə ayíi golat'l'á wela gha hji sji, eyíi Sahtú Register gok'əyíi goghq gode.

Sóba hé denets'ə ragodi: Neh denegha kesórídaonét'q goxədə (SDMCLCA) dagháré Canada hai soba \$130 Million ɁekáɁareht'e horénq Ɂq lak'e/ solái xai gok'énehta SSI ts'ə ráɁekəyehdi gha. ɁəkəɁəɁiniyá Sahtu gogha Denewá hé Tadə Móla ke ghame kuríɁenét'l'e. Hagú 1995 Ɂekúhxai gots'ə kéɁegoniwe. Hagú Ɂeyi Federal government sóba ts'ehsj gósha goghálats'eyuda gogha sóba denewanáɁekələ k'ét'árárats'eyedi gosóba hederi SDMCKCA gota ɁəɁá section 8.3 godágharé.

Neh kesóridaonét'q k'e nehka gots'ę t'áhsj ts'ę sǫba kehsj ts'ę sǫba denegháya gha: Neh kesóridaonét'q SMCLCA godágharé; déhyá Sahtu láni nehk'e gots'ę sǫba kehsj nídé government dij sa gotegodewe toréht'e nídé sǫba dáreht'e dāhogá láni kehsj ts'ę sǫba sózareht'e benéné ǰij ts'ę ǰadā gha. Hagú April 1,2014 ǰekú Júhda ǰalāguéné gogha kǫta ts'ę ǰareyǫné sǫba láhtadāyā gha ǰelehé xadā kehsj yíle dagháre.

Xáre ǰedegha ǰeghálats'eyeda dodi nídé sǫba ts'edusj gogha: Déhyá government xáre ǰegháláyidā yáts'it'j dagháre sǫba ts'edesj gha sǫba SSA ts'ę lahtakedāla nídé meni xáre ǰegháláyidā het'j gǫzā meni t'áhsj ǰǫné dāla gots'ę sǫba hehsj ke šba hé gots'ę rákādā gha; gǫzā Sahtu gonéné lani kǫta gots'ę denéhlj xáre ǰedegha kéǰegorúhwi yeniwę, wáyí gahurutę got'ódéǰā, t'áhsj gogháláyuda gogha ǰedjhtl'ę kǫé ǰat'j gha nídé sǫba hé gots'ę rákādā gha; hé déhyá Sahtu gonéné gogha deneghame ǰeghálats'eyeda gogha dene het'ódęā nídé benéné ǰijl ǰegháláyidā kughádewowi gogha denets'ę rádakededi gha. Déhyá Government t'áhsj bets'ę dúlǰeghálats'eyeda dódí nídé sǫba ts'edesj dene ghame kéǰegokerúhwe keniwę gowere SSI féré goghǫ ts'égokādā gha, hé tai xai gotegodewę toréht'e nídé ǰelehé rakedéhw'i hagúni ǰekúh hederi xadā ǰelehé kehsi dágharé Chapter 12 begodí sú bek'éhtā ǰeghálakeyida gogha ǰelehé gogháakeyeda gha. Hagú ǰeyi Chapter 12 dagháre Government déhyá dúle contract k'e ǰeghálats'eyuda dódí nídé meni xáre ǰegháláyidā het'j ǰegháláyidā goghákāla gǫka ǰeghálakeyeda gha hé judeni ǰagot'j ǰeyi hjt'i gots'ę meni dúle t'áhsj hé gǫzā ǰeghálakeyeda nídé ǰekáni gok'e ǰeghálakeyeda gha gogháre judeni t'áhsj ghálakeyeda gots'ę dene hitǫ ǰegháláyidā kughádewowi gǫka ǰeghálakeyeda gha gots'ę kǫtā, region gogha hé juhda ǰareyǫné gogha. Edire chapter 12 dahgharé GNWT kǫ sǰj amǰj kǫ dúhdā edegha eghálageda, dene dánéht'e eghálāeda gots'ę gonāqǫ areyǫné t'á benáoweré hjlj sǰj t'á gogha sá gogéǰǫ gha gǫǰǫ.

ǰehdz'oh ǰats'ehǫj hé godi bekǰné gots'adi hé bek'égodí: Hederi SDMCLCA ǰedát'teta Chapter 13 dágharé Sahtu gonénék'e dúle beghakesóridaonét'q ke gha SSA k'e xadā dát'te gháre dúle hagú gogháre w'ila dúle meni gok'éyediwodi gha Sahtu Renewable Resources Board (SRRB) gha rǰgót'q. Hagú ǰeyi SRRB ǰakādādiníyā denezā ǰeghálakeyeda gha, gok'éyedikādi hé dā k'ǰnagow'e kudagháre ǰagot'j gha, ǰeyi SSA goxadā dát'te gháre hjdúgawe hé hjdówé k'ále got'áogots'edéwǫǰā gogha kuts'ę godéǰā. Wáyí gogá kots'edúhshā ts'eniwę nídé dúle ǰeyi SRRB kugódik'ę gáyahda www.srrb.nt.ca.

Neh hé Tu gha xadā gháre ǰeghálats'eyeda: ǰeyi SDMCLCA xadā dagháre ǰedát'te Chapter 25 dagháre dúle gogha gok'e ǰeghálats'eyuda gogha dúle dene gok'edéwǫw'l gha xadā gota dát'te:

- **Sahtu Land and Water Board (SLWB)** - ǰekādādiníyā SSA gonénék'e nehk'e hé tu gá ǰeghálats'eyúda nídé kudágharé ǰagot'j gha. Wayi gogá kots'edúhshā ts'eniwę nídé dúle gok'edéhw'l kugodik'ę gáyahda www.slwb.com; hé
- **Sahtu Land Use Planning Board(SLUPB)** - ǰekādādiníyā ǰeyi SSA gonénék'e dák'ǰnaguw'e gogha xadā kuts'ę godéǰā hé xadā hehsj lárahta gogháakeyeda gha hé ǰeghatā nídé xadā begháre ǰeghálakeyeda yíle ǰedǫ/ gúlí ǰaragokāla gha dúle. Wayi gogá kots'edúhshā ts'eniwę nídé dúle gok'edéhw'l kugodik'ę gáyahda www.sahtulanduseplan.org.

Chapter 25 dagháre dúle meni Sahtu gots'ę dene hjlj Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (Dāhogá gonénék'e hogháre déhyá nehk'e lani ǰeghálats'eyda nídé dene ghame gok'e k'ǰnakerehta gogha gok'e déhw'i) ǰeyi Mackenzie Valley Resource Management Act Dāhogá gonénék'e hogháre déhyá nehk'e ǰeghálakeyeda nídé ǰeǰā dágharé ǰekādādiníyā gogha kurǰenét'te .Gǫzā SDMCLCA gota xadā dát'te dagháre SSI déhyá lani neh hesóridaonét'q gonénék'e(SSA) ǰeghálats'eyeda goghǫ ǰagodādi keniwę nídé dúle goghǫ MVEIRB goghǫ gots'ę gokādā , hagú gogháre dené sózareht'e SSI k'e déhw'l gots'ę gozā ǰeǰā gháakeyuda gogha gohé kedéhw'l gha dúle. Wayi gogá kots'edúhshā ts'eniwę nídé dúle gok'edéhw'l kugodik'ę gáyahda www.reviewboard.ca

TULITA

September 6, 1993 ekú Tribal Council Ke (sîi eyíi t'áa Sahtu Secretariat Incorporated (SSI) golát'áa fela agújá) Northwest Territories Government (GNWT) hé (Canada) Gogovernment ké sîi Sahtu Dene hé Tanj Mólá Gohé Né Hesánídarét'ó (SDMCLCA) gha denezí gok'ené keníla. June 2, 1994 k'e (SDMCLCA) kéogenife. SDMCLCA hohlá sîi GNWT kə gohá goghó agodíle sôoní kúlú eyi ?ehk'é Ats'eníwə gozehríht'é (SDMCLCA) dahgharé GNWT asîi lə t'á k'egogeza gha dúle.

Ełék'e ats'eníwə dahgharé, Sahtu sîi ediri né 41,437 square kilometers golát'á fela ajá. Dúhdá Elugu Néné (NWT) eyíi gogha Sahtu Néné Hesánídarét'ó (SSA) eyíi ts'ə 1,813 square kilometers sîi né yíi peka agot'í hé perétí gha agogíla.

SDMCLCA gonáa gogha godí got'á fela:

- \$130 million sôba goghoya sîi, honénqʔq sôlae xae ékaréfaa gots'ə sôba kakele yek'ə nákedíle;
- SSA gok'éyíi ediri godí ka ats'et'í t'áots'enítq gots'ə eyíi sôba k'éhxa godí ôreye t'á k'ənaorevé genívéle;
- SSA gok'éyíi gogha ediri godí, dene néné, gots'ə tú k'ola gha godí fela bek'ə góʔq gha government ke eyíi goghálats'eda gha godahk'ə négogéʔq;
- Sahtu gogha kágoaya gots'ə government ke gha k'ola dene gogha eghalaodá gha negót'q; hé
- Edégha dúle government gets'í.

SDMCLCA k'é yíi section 29.2 dahgharé Gok'ə Negots'ízá Gha Gok'eréhp'i ke gha négót'q(IC). Gok'ə Negots'ízá Gha Gok'eréhp'i ke k'áove deve gíli tae kágoaya sîi ediri Canada, GNWT hé SSI fanə gogha gode gíli gha gok'ə négóya(CI).

Gok'ə Negots'ízá Gha Gok'eréhp'i ke sîi ediri SDMCLCA dahgharé government ke gozehhálaídá keokedi hé ayíi t'á areyone begháre gok'ə négots'ízá gha gok'ə k'ekeneta. Asîi ghə k'ola gohé horila náorevé nide, Gok'ə Negots'ízá Gha Gok'eréhp'i ke sîi sánédagerézá gha góʔq.

Gok'ə Negots'ízá Gha Gok'eréhp'i ke sîi léé xae gok'ə k'ínanétá hé íenagédé nide ediri ayíi t'á gok'e k'enagoip'e hé ayíi t'á gogha horila góíʔq haíle areyone goghánageda, eyii gháre k'achu edégha sánínagogízá hé ayíi t'á goghə horila nide k'ola yeghə gogede gha.

Gok'ə Negots'ízá Gha Gok'eréhp'i ke sîi ediri ełék'ə ats'eníwə eríht'é dové dahgáre xae táonéht'é dene goghə keorushá gogha eríht'é keret'é. Ediri godi sîi honénqʔq náki sá goghə q't'ə, April 1, 2019 gots'ə March 31, 2021 gots'í.

Ediri léé xae gogha erihłt'é hılı sії areyone ayii ghálagidá gots'ę Gok'ę
Négots'izá Gha Gok'eréhp'i ke sії ayii t'á gogha dzá gózq gots'ę ayii t'á
sénagogehe hé gogha horíla gózq hé hídó gogha nezq gózq gogha k'ola godi hili
Ediri xae k'e Sahtu Gok'ę Négots'izá Gha Gok'eréhp'i ke sії ediri dzené k'e
lenagedi:

2019 hé 2020 gok'énehta reyi Sahtu IC hederi dz'ine hé judeni gokəyida
góyá dát'e :

- . April 9, 2019 (Sóbak'é ni)
- . September 24, 2019 (Sóbak'é ni)
- . December 4, 2019 (Ottawa ni)

2020 hé 2021 reyi Sahtu IC reyi tl'uya rehé gokəyida :

- . June 19, 2020
- . September 30, 2020

Elaot'e Goghq Begodi

- **Dúle Ke Heretá hé Gozi Heretá:** Gozi Heretá gha Gok'eréhp'i ke sії, Sahtu Tribal Council ke dahgharé, Sahtu kókáyúuríla ts'ę dene léé kákiti sії areyone t'á láhdii keret'e gok'eréhp'i gha kágoaya eyii ékagózq sії SDMCLCA dahgharé amii dúle goretá ke gozi gok'e niye. Eyii t'á SSI sії edédiñę ékanı t'á k'enagop'ę gogha gots'ę gorehza.
- **Edeghe Government:** SDMCLCA dahgharé government ke Sahtu Dene hé Tanı Móla gohé ediri edeghe government gokeretsi gha, élek'ę ats'e niñę t'á godi t'á gok'e kéokenehfi gha goghágot'q. Edets'ę K'áots'ereve Erihłt'é Dové sії SDMMCA náoveré k'étá t'á agot'i hé Sahtu Dene hé Tanı Móla gozézá gots'ę Canda got'ine k'ę goretá sії dúyé bedáre agodi gha gózqle. Edeghe government gots'erehtsi sії Sahtu Dene hé Tanı Móla ke, eyii t'á gokóta got'áorúfi gha goghágot'q qt'é.
- **Elek'ę Nidaots'erézá:** Elek'ę agodíle nide Gogevéhp'i hé Gosánédagerézá gha dene kágehté sії SDMCLCA dahgharé négót'q. K'áogidé ke dene dii gotse'ę dene ets'édii kanéht'e káokíla.
- **Sahtu K'enagop'e Gonáoveré:** Sahtu K'enagop'e Gonáoveré t'á ediri SDMCLCA dahgharé ayii areyone ghálakudá kedi sії goghq godi gétsi qt'é Federal le nide territorial gozézá sії Sahtu k'enagop'e Gonáoveré akít'ę goghq keokerishq gha gózq. Areyone ayii goghóya sії ediri sóba gogháye hé dánı sóba t'á k'enagop'e keots'ehdi hé nę hesánédarét'q k'e SDMCLCA gozi gok'eníya vere Sahtu Tribal Council ke ediri areyone golát'ta hili hajlé.

- **Sq̓ba gots'énázedí:** SDMCLCA k'éyii dahgharé, Canada s̓i honénq̓q̓ soláe xae gok'énahta s̓i k'ahjine \$130 million sq̓ba ékanéht'e SSI goghákenjla s̓i Sahtu Dene hé Tanj Mqla gogha bet'á agit'e gha qt'é. Eyí t'á 1995 ekú SSI s̓i k'et'á dezerjht'é Federal ts'é nánagédí kúlí Section 8.3 dahgharé dezerjht'é nánagédí sq̓onj kúlí yets'é sq̓ba edegha kádekeret'é.
- **Né ts'é sq̓ba gehts'j:** SDMCLCA dahgharé zerat'é honénq̓ k'éyii dádi begq̓ erat'é s̓i government ke ediri Mackenzie Valley néné ts'é sq̓ba ketsi s̓i, léé xae njde dij gots'é eyí sq̓ba gets'i k'e sq̓ba éhdá nákedí gha góq̓. Ediri goghq̓ s̓i Canada gots'é goz'ézá hajlé, April 1 2014 gots'é ediri Devolution agreement dahgharé hjdú gogha got'sé GNWT s̓i Canada gogha Sahtu gots'é sq̓ba nákedí agújá,
- **Eghálats'eda Gonáoveré:** Ediri government gogha eghálats'uda gonáoveré hjli s̓i SSA ke gohé sáréfá goreve njde eyí t'á k'enagop'e s̓i Sahtú denevá náoveré gháre sq̓ba gets'i s̓i t'á ságogéq̓ hé ayí t'á sq̓ba gets'i goghq̓ nezq̓ k'enagop'e gha ságogéq̓, sq̓ba ts'eretsj gogha dene gháoneté t'á k'ola ságogéq̓, eyí hé government ke asjij goricha k'e goghálageda gha njde k'ola dene eghálaodá gha gots'é gokezá. Government ke k'ola asjij k'one t'a kéokenífi gha njde, SSI goghq̓ gohé godi t'á dalegereke gha góq̓. Tae xae táonét'é government etarét'é eyí eghálats'eda gonáoveré t'á k'enagop'e hjli s̓i asjij nezq̓ bet'á k'enagop'e gha yeghánagídá gha góq̓. Erat'é honénq̓q̓ naki dahgharé Canada hé GNWT ke ayí t'á godahgharé k'enagop'e s̓i, ededijná golát'á góq̓ qt'é t'á ediri denevá kárazá ke eghálaodá gha ságogéq̓ hé xaré edegha sq̓ba gots'ehtsj t'á dene ts'é nákedí gha k'ola gogha agit'e.
- **Godi ka ats'et'j hé K'enagop'e:** SDMCLCA dahgharé erat'é honénq̓q̓ tae k'éyii ediri SSA gok'éyii godi ka ats'et'j hé Renewable Resource gok'eréhp'i (SRRB) ke gokétsj. SRRB ke s̓i SSA gohé goghá eghálakeda t'á ediri t'á gots'é goz'ézá s̓i, gonáq̓ k'aove ke hé eghálakeda t'á ededijná ediri t'á gok'ékedí hé hjdú hé hidó gogha gok'é gok'egeneta gha góq̓. Váe goghq̓ keoráshá nahfē njde. SRRB gowebsite www.srrb.nt.ca k'e gogháq̓
- **Né hé Tu Bezézá:** SDMCLCA dahgharé erat'é nakizq̓nq̓ q̓ solae k'éyii, z'ézá hjli t'á edire dene gok'eréhp'i ke t'á k'enagop'e gha nigóp'e:
- **Sahtu Né hé Tu Gha Gok'eréhp'i Ke (SLWB):** Sahtu né hesánédaret'q̓ s̓i ediri né hé tu benáoveré k'é aket'j gogha qt'é. Váe goghq̓ keoráshá nahfē njde, eyí gok'eréhp'i ke gowebsite www.slwb.com , k'e gogháq̓ hé

- **Sahtu né gha gok'erehp'i ke (SLUPB):** Sahtu né hesánédarét'ò gogha né t'á agot'ì gha goghálakeda hé goghánakídá hé k'enagop'e t'á gúlí anakele gha nìdé k'ola. Váe goghò keoráshá nahfè nìdé eyíi gok'erehp'i ke gowebste www.sahtulanduseplan.org k'e gogháda.

Erat'e naki?onó ó solae k'eyii dahgharé Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board(MVEIRB) gílì kè gorat'á gha négót'ò. Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) hílì sù Mackenzie Valley Resource Management Act dahgharé SSI ke sù Sahtu Kóta gok'eyii gogha né hesánédarét'ò goghò ehp'ile nìdé dúle goghánagudé gha godi MVEIRB ghákizá. SSI k'ola ódené Review Board Panel k'e dene déhpi gha kágokele sù dúle MVEIRB kágókedí. Váe goghò keoráshá nahfè nìdé eyíi gok'erehp'i ke gowebste www.reviewboard.ca k'e gogháda

CHAPITRE 2

PARTIES AYANT PARTICIPÉ À LA MISE EN ŒUVRE

SAHTU SECRETARIAT INCORPORATED

Le SSI se compose de six sociétés foncières du Sahtu : trois sociétés foncières dénées, trois sociétés foncières métisses et le gouvernement Got'ıne de Délıne, qui administre les droits et les avantages des Dénés et des Métis du Sahtu de Délıne en vertu de l'Accord définitif sur l'autonomie gouvernementale de la Première Nation de Délıne. Au cours de la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2021, le SSI a été représenté au CMO par M. Charles McNeely, président du conseil d'administration du SSI.

- De plus amples renseignements sur le SSI figurent à l'adresse www.sahtu.ca (en anglais seulement).

GOVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Le ministère de l'Exécutif et des Affaires autochtones (EAA) est responsable de la coordination et de la surveillance des activités de mise en œuvre du GTNO en vertu de l'Entente. Au cours de la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, le GTNO était représenté au sein du CMO par Mme Susan Bowie, directrice de la mise en œuvre. Du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, le GTNO était représenté au sein du CMO par Mme Sahara Morin.

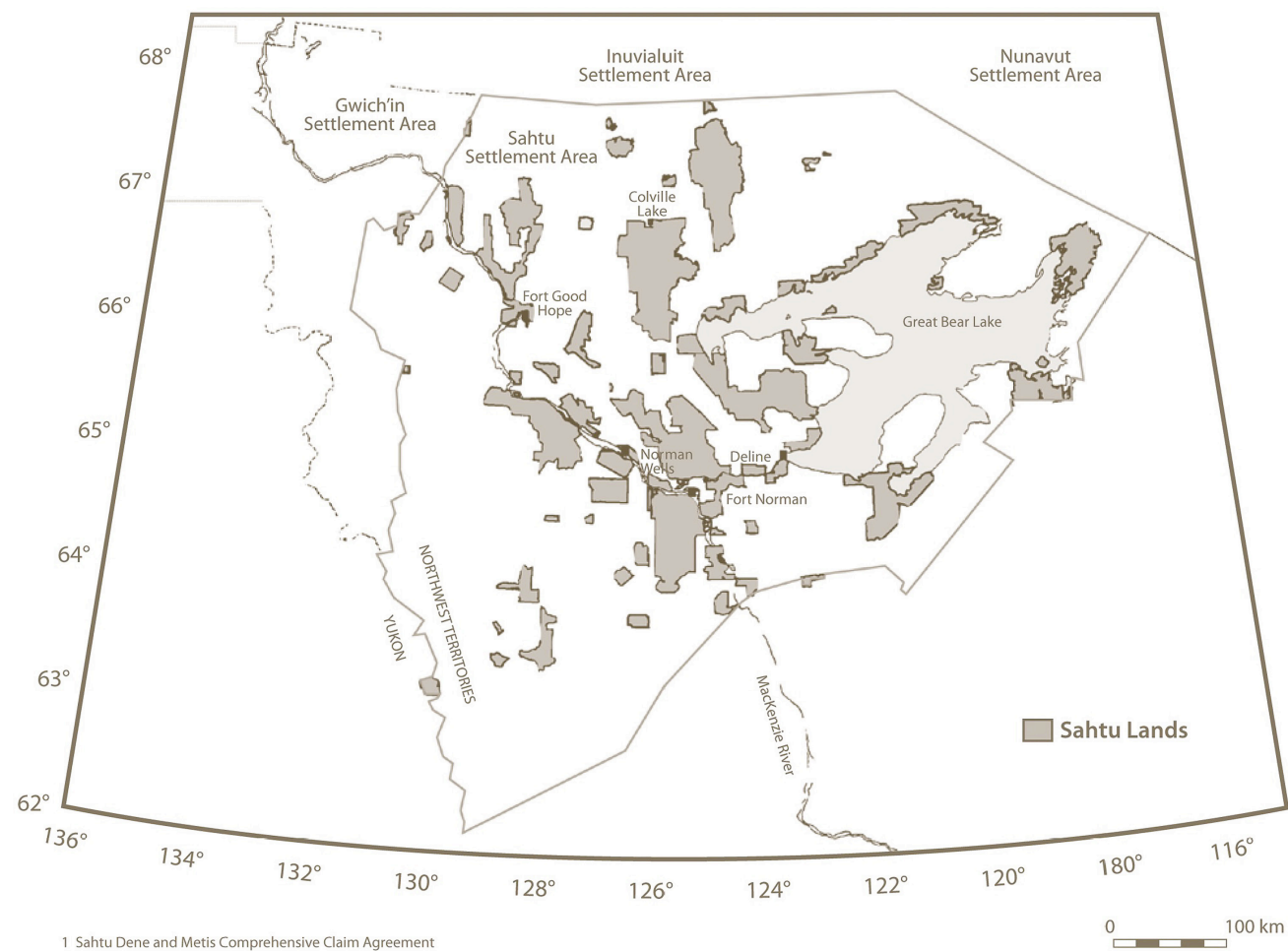
- De plus amples renseignements sur le GTNO figurent à l'adresse <http://www.gov.nt.ca> (en anglais seulement).
- De plus amples renseignements sur le ministère de l'Exécutif et des Affaires autochtones figurent à l'adresse <https://www.eia.gov.nt.ca/fr>.

GOVERNEMENT DU CANADA

La Direction générale de la mise en œuvre à Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) est chargée de surveiller et de faciliter la mise en œuvre des obligations du gouvernement fédéral contenues dans l'Entente et le plan de mise en œuvre (PMO) connexe. La Direction générale de la mise en œuvre fournit des fonds pour les organismes de mise en œuvre, le SSI et le GTNO, tel qu'il est prévu dans le plan de mise en œuvre. Mme Tannis Bujaczek, directrice de la gestion des traités dans l'Ouest, a représenté le Canada au sein du CMO du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2021.

- De plus amples renseignements sur le gouvernement du Canada figurent à l'adresse <http://canada.gc.ca>.
- De plus amples renseignements sur RCAANC figurent à l'adresse <https://ciranac.gc.ca/>.

CARTE DE LA RÉGION DÉSIGNÉE DU SAHTU



CHAPITRE 3

RAPPORTS DE 2019-2021

RAPPORT ANNUEL

L'Entente exige que le CMO prépare un rapport annuel sur sa mise en œuvre. Il incombe au Canada de préparer le rapport annuel.

Activités

- Le Canada a collaboré avec un entrepreneur pour publier le rapport annuel de 2018-2019, qui a été communiqué à toutes les parties en format imprimé et électronique.

Prochaines étapes

- Le Canada a produit ces rapports annuels de 2019-2020 et de 2020-2021, et continuera de produire des rapports à l'avenir.

MODIFICATIONS À L'ENTENTE SUR LA REVENDICATION TERRITORIALE GLOBALE DES DÉNÉS ET DES MÉTIS DU SAHTU

Modifications du chapitre 21

Le SSI collabore avec le Canada pour modifier le paragraphe 21.3.1 du chapitre 21, Accès, de l'Entente. Cet article souligne les droits des employés du gouvernement et des membres des Forces armées canadiennes d'entrer sur les terres du Sahtu, de les traverser et d'y séjourner. La dernière phrase de l'article se lit comme suit : « Le gouvernement donne à l'organisation désignée du Sahtu un préavis de l'exercice d'un tel droit d'accès dans les cas où il est d'avis qu'il est raisonnable de le faire. » La modification supprimera les mots « est d'avis qu'il ». Le GTNO appuie cette modification.

Activités

- Le SSI et le Canada ont travaillé ensemble pour achever une ébauche de la modification.

Prochaines étapes

- Le Canada attend l'approbation d'un décret pour que la modification entre en vigueur.

Chapitre 4 : Modifications

Le 19 septembre 2019, le SSI a présenté aux parties une résolution du conseil d'administration concernant le chapitre sur l'inscription et l'admissibilité de l'ERTGDMS. La résolution portait sur les conditions d'âge des membres du conseil d'inscription. Conformément à l'alinéa 4.4.1a) de l'ERTGDMS, les membres du conseil d'administration doivent figurer sur la liste officielle des votants. Conformément à l'annexe D de l'Entente, une personne ne peut être inscrite sur la liste officielle des votants que si elle avait au moins 18 ans avant le 9 juillet 1993.

Le SSI a résolu d'approuver une modification à l'Entente sur la revendication territoriale supprimant le libellé « dont les noms figurent sur l'une des listes officielles des votants prévues à l'article 3.1 de l'annexe D » de l'alinéa 4.4.1a) de l'Entente sur la revendication territoriale et les remplaçant par le libellé « qui sont des participants, sont âgés de 18 ans au moment de leur nomination et qui consentent à leur nomination ». La crainte est que l'inclusion d'une date dans l'Entente rende admissibles uniquement les personnes de 43 ans et plus au moment de la résolution : ainsi, seules les personnes de 93 ans et plus seraient admissibles dans 50 ans, et plus personne ne serait admissible dans 70 ans.

Activités

- En décembre 2019, l'avocat-conseil du Canada a effectué une analyse de la résolution du conseil d'administration et a proposé de répondre aux préoccupations de SSI en intégrant des fiches d'activité au plan de mise en œuvre plutôt qu'en modifiant l'Entente.
- Lors de l'appel à mi-parcours du printemps 2020, le SSI a expliqué que son avocat-conseil souhaitait une modification de l'Entente.

- Les avocats-conseils du Canada et du SSI se sont rencontrés par téléconférence à la fin novembre 2020 pour discuter de la modification du chapitre 4. Les parties ont convenu qu'une modification de l'Entente était ce qu'il y avait de mieux et que le SSI dirigerait cette modification.

Prochaines étapes

- Le SSI rédigera les modifications requises et les communiquera aux parties.

Groupe d'arbitrage – Nouveau modèle de règlement des différends

En septembre 2017, le Canada, le GTNO et le SSI ont convenu de modifier le chapitre 6, Règlement des différends, de l'Entente en vue d'adopter un modèle plus efficace et plus rentable, semblable à celui de l'Accord Tłıchǫ et de l'Accord définitif sur l'autonomie gouvernementale de la Première Nation Déline. En place depuis la date d'entrée en vigueur, le modèle original de règlement des différends de l'Entente s'appuyait sur un conseil d'arbitrage, dont les parties choisissaient un ou des arbitres du conseil d'arbitrage du Sahtu pour régler les différends.

En décembre 2017, les parties ont convenu d'adopter un modèle de règlement des différends par étapes, qui intègre des modes de règlement extrajudiciaire. Ce modèle a été choisi parce qu'il s'agit du processus de règlement des différends actuellement utilisé dans la négociation des traités modernes et des ententes sur l'autonomie gouvernementale. Il prévoit des discussions informelles, suivies de médiation et d'arbitrage. Les médiateurs et les arbitres sont nommés conjointement par les parties au différend.

Activités

- Lors de la rencontre du CMO d'avril 2019, les parties ont signé un registre de décisions indiquant qu'elles étaient d'accord avec les modifications.
- Le décret officialisant les modifications a été adopté à la date d'entrée en vigueur du 7 août 2019.

- Lors du CMO de décembre 2019, les parties ont signé un registre de décisions qui prévoit la dissolution du conseil d'arbitrage du Sahtu et que le membre restant de ce conseil soit le premier médiateur en cas de différend jusqu'à expiration de sa nomination.
- À compter du 1er avril 2020, les fonds accordés à l'ancien conseil d'arbitrage du Sahtu seront réaffectés à l'entente de contribution de SSI jusqu'en 2027, date de fin de l'entente de contribution du conseil d'arbitrage du Sahtu.
- En février 2020, le Canada a envoyé une lettre au SSI confirmant la réaffectation du montant du financement du conseil d'arbitrage du Sahtu.
- Le 17 février 2021, la dernière nomination du conseil d'arbitrage du Sahtu est arrivée à expiration.

Prochaines étapes

- Le groupe de travail sur le plan de mise en œuvre intégrera les nouvelles fiches d'activité du chapitre 6 au plan de mise en œuvre de 2015-2030.
- Le SSI mettra la dernière main au rapport final afin de permettre la dissolution du conseil d'arbitrage du Sahtu

GROUPE DE TRAVAIL SUR LE PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE 2015-2030

À l'automne 2019, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) a proposé la création d'un groupe de travail sur le plan de mise en œuvre afin de terminer l'examen du plan de mise en œuvre, qui avait été mis en attente dans l'attente de la modification du chapitre 6. Le GTNO est représenté par Janice Larocque, le Canada par Rebecca Ireland et le SSI par Orlena Modeste. Le groupe de travail sur le plan de mise en œuvre a tenu sa première réunion en novembre 2019.

Activités

- Le groupe de travail sur le plan de mise en œuvre se réunit régulièrement pour examiner et mettre à jour le plan de mise en œuvre.
- Le groupe de travail sur le plan de mise en œuvre fournit également des mises à jour au CMO au moyen d'un point permanent à l'ordre du jour lors des réunions du CMO.

Prochaines étapes

- Le groupe de travail sur le plan de mise en œuvre a fixé au 31 mars 2021 l'échéance pour l'examen et la rationalisation du plan de mise en œuvre, l'été 2021 étant réservé à l'examen interne des parties.

EXAMEN DU CHAPITRE 13 DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE

À l'été 2018, le SSI a fait part de préoccupations soulevées au sujet du libellé du chapitre 13, Récolte d'animaux sauvages et gestion de la faune, du plan de mise en œuvre. Les préoccupations concernaient les renvois au droit de premier refus dans les feuilles d'activités du chapitre.

Activités

- Le SSI a procédé à un examen du chapitre 13, Récolte d'animaux sauvages et gestion de la faune, en tenant compte des préoccupations concernant le libellé entourant le droit de premier refus et les responsabilités déléguées.
- Le groupe de travail sur le plan de mise en œuvre a intégré les fiches d'activité du chapitre 13 à son examen.

Prochaines étapes

- Un examen interne est en cours au niveau du conseil d'administration du SSI.

AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES DÉNÉS ET DES MÉTIS DU SAHTU GOUVERNEMENT GOT'JNE DE DÉJNE

GOUVERNEMENT GOT'JNE DE DÉJNE

Le 1er septembre 2016 (date d'entrée en vigueur), l'Accord définitif sur l'autonomie gouvernementale de la Première Nation de Déjné est devenu le premier accord communautaire sur l'autonomie gouvernementale à entrer en vigueur dans la RDS. L'Accord définitif sur l'autonomie gouvernementale de la Première Nation de Déjné a permis la création du gouvernement Got'jné de Déjné (GGD), un gouvernement communautaire qui est une combinaison de gouvernement autochtone et de gouvernement public. Grâce à ce gouvernement autochtone inclusif, le GGD représente et sert maintenant tous les résidents du district de Déjné. Les citoyens de la Première Nation Déjné ont garanti une représentation au GGD.

NÉGOCIATIONS SUR L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE

Le chapitre 5 et l'annexe B de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et des Métis du Sahtu prévoient la négociation d'ententes sur l'autonomie gouvernementale à l'échelle communautaire. Les Dénés et les Métis du Sahtu de Fort Good Hope, de Tulita, de Colville Lake et de Norman Wells en sont à différentes étapes du processus de négociation.

Au cours de la période visée par le rapport, les représentants du CMO ont fait le point sur l'état d'avancement des négociations sur l'autonomie gouvernementale lors des réunions du CMO, et ils continueront de le faire lors des prochaines réunions.

Tulita

La bande des Dénés de Tulita, la Tulita Land and Financial Corporation, le Secrétariat communautaire Yamoria de Tulita, la Fort Norman Land and Financial Corporation et le hameau de Tulita ont signé une entente-cadre d'autonomie gouvernementale avec le gouvernement en 2005. Depuis, les négociations pour une entente de principe sont en cours. Les parties ont paraphé l'ébauche de l'entente de principe établie par les négociateurs le 16 mai 2017.

En août 2019, les négociations ont été interrompues à la suite d'un vote de la communauté rejetant l'entente de principe. En septembre 2019, le Secrétariat communautaire Yamoria de Tulita a informé le Canada qu'il cessait ses activités et ses négociations avec le Canada et le GTNO concernant une entente sur l'autonomie gouvernementale. À la fin de l'exercice financier 2020-2021, les négociations avec Tulita restent en suspens.

Norman Wells

La Norman Wells Land Corporation, le GTNO et le Canada ont signé une entente-cadre sur l'autonomie gouvernementale en juin 2008. Les négociateurs des parties ont paraphé une ébauche de l'entente de principe sur l'autonomie gouvernementale le 21 août 2018. En 2018-2019, un groupe de travail sur la mise en œuvre (GTMO) a été formé avec des représentants des parties. Le GTMO élabore un plan relatif à l'étape précédant l'entrée en vigueur (y compris le plan de ratification et un tableau d'activités détaillé sous la forme d'un diagramme de Gantt) en plus de développer le PMO. En 2018-2019, le GTMO a présenté un rapport sur son travail à la table

principale, ce qui, de l'avis des parties, marquait un début encourageant pour ce processus de planification qui s'étendra sur deux à trois ans. L'entente de principe a été signée en janvier 2019.

Les groupes de travail juridico-techniques et les négociations principales se sont tenus à l'automne 2020, et le projet d'accord définitif sur l'autonomie gouvernementale est à un stade avancé. Les négociations finales se poursuivent et des groupes de travail secondaires ont été constitués concernant la mise en œuvre, les terres, l'imposition et l'aspect financier.

Fort Good Hope

Les K'asho Got'ine de Fort Good Hope, le Canada et le GTNO ont signé une entente sur le processus et le calendrier en septembre 2014. Les négociations de fond sur l'autonomie gouvernementale sont en cours; les discussions portent sur les structures de gouvernance, le logement, les terres et les domaines de compétence des services locaux, ainsi que sur les chapitres relatifs à la gouvernance de base. En 2019-2020, les parties ont évalué les possibilités d'accélérer les négociations au moyen d'une approche modulaire, en mettant l'accent sur les questions prioritaires.

En 2020-2021, les parties ont convenu d'adopter un processus de négociation accéléré fondé sur une approche modulaire; le premier module portait sur les structures de gouvernance, le logement, les terres et les domaines de compétence des services locaux, ainsi que sur les chapitres relatifs à la gouvernance de base. Les discussions sur l'imposition et les arrangements financiers sont en cours et d'autres domaines pourront être envisagés pour des négociations ultérieures, conformément à l'approche modulaire.

Colville Lake

La Première Nation Behdzi Ahda de Colville Lake, le GTNO et le Canada ont signé une entente sur le processus et le calendrier pour la négociation sur l'autonomie gouvernementale en 2014. Les négociations de fond sur l'autonomie gouvernementale sont en cours; les discussions portent sur les structures de gouvernance, le logement, les terres et les domaines de compétence des services locaux, ainsi que sur les chapitres relatifs à la gouvernance de base. Les parties évaluent les possibilités d'accélérer les négociations au moyen d'une approche modulaire. Depuis 2020-2021, les discussions se concentrent sur la structure de gouvernance, et l'approche modulaire est toujours à l'étude.

Description de la limite de Norman Wells et du sentier Canol

Lors des négociations avec la Norman Wells Land Corporation, Ressources naturelles Canada (RNC) a déterminé qu'il y avait des erreurs et des incohérences dans l'Entente-cadre sur les terres du Sahtu et dans les descriptions des terres de l'ERTGDMS. Ces divergences portent notamment sur les changements apportés aux limites du district de Délı̨ne, dans le cadre de la signature de l'Entente sur l'autonomie gouvernementale de Délı̨ne, qui ne sont pas reflétés dans l'Entente-cadre sur les terres du Sahtu, et portent sur des différences de description du district de Tulita. RNC a également déterminé des erreurs sous-jacentes dans les descriptions du parc territorial du canyon Dodo et du parc territorial du sentier du patrimoine Canol qui figurent dans l'ERTGDMS. Ce point a fait l'objet d'une discussion au cours de la réunion du CMO de septembre 2020.

Activités

- Les négociateurs et les avocats-conseils du Canada ainsi que les conseillers en mise en œuvre du GTNO se sont joints au CMO lors de la réunion de septembre 2020, afin de fournir plus de détails sur l'autonomie gouvernementale dans le cadre des négociations.

Prochaines étapes

- Les parties conviennent de conserver ce point comme point permanent de l'ordre du jour.

CONSEILS DE COGESTION

Présentations par les Offices

Lors du CMO de décembre 2019, l'Office des ressources renouvelables du Sahtu, l'Office d'aménagement territorial du Sahtu et l'Office des terres et des eaux du Sahtu ont présenté au Comité de mise en œuvre (CMO) leurs plans stratégiques et les défis actuels liés à la mise en œuvre de leurs mandats. Les parties du CMO ont trouvé ces présentations très utiles et instructives pour orienter le travail en cours au sein du Sahtu.

Prochaines étapes

- Le CMO souhaite que de telles présentations soient faites chaque année afin de rester à jour sur les activités des conseils de cogestion.

Nominations

Lors de chaque réunion du CMO, les représentants examinent l'état des nominations et des désignations au sein des trois conseils de cogestion créés en vertu de l'ERTGDMS, échangent des renseignements et confirment les étapes nécessaires pour pourvoir les postes vacants.

Activités

- En avril 2019, les parties ont convenu de ne pas présenter d'autres candidats au conseil d'arbitrage du Sahtu, compte tenu de l'état avancé des modifications apportées au mécanisme de règlement des différends.

- À l'automne 2018, le Canada a entrepris de consulter les directeurs exécutifs des conseils de cogestion de tout le pays ainsi que les gouvernements territoriaux des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut. Cette consultation avait pour but de répondre aux préoccupations soulevées par les partenaires des traités et les conseils, notamment la rémunération inadéquate des conseils de cogestion, qui entraînait des vacances et des problèmes opérationnels ultérieurs.
- À l'été 2020, un rapport de type « Ce que nous avons entendu » comportant les renseignements obtenus lors de la consultation a été rédigé.
- Au cours de l'été 2020, le GTNO a lancé une campagne de publicité visant les parties intéressées par une nomination à l'ORRS, qui n'a pas abouti. Il examine d'autres possibilités pour pourvoir les postes vacants.

Prochaines étapes

- Le Canada communiquera le rapport « Ce que nous avons entendu » aux partenaires.

MESURES D'ORDRE ÉCONOMIQUE

Au chapitre 12, Mesures économiques, de l'Entente, le Canada et le GTNO s'engagent à promouvoir les intérêts économiques des participants du Sahtu, y compris le soutien de l'économie traditionnelle, le développement des entreprises du Sahtu et la création d'emplois et de programmes de formation. De plus, lorsque le GTNO et le gouvernement du Canada proposent de mettre en œuvre des programmes de développement économique liés aux objectifs définis dans ce chapitre, ils doivent consulter le SSI.

Dans le cadre de la mise en œuvre continue du chapitre 12 de l'ERTGDMS, lors de la réunion du CMO de décembre 2019, les parties ont discuté des marchés publics dans la région désignée du Sahtu (article 12.2). Outre l'article 12.2, le paragraphe 12.1.4 de l'ERTGDMS exige d'examiner l'efficacité des programmes liés aux objectifs du paragraphe 12.1.1. Le CMO a donc convenu qu'au lieu d'utiliser l'ancien processus d'examen officiel, les parties feraient appel à des mesures plus concrètes visant à appuyer l'atteinte des objectifs généraux énoncés dans ce chapitre.

Lors du CMO d'avril 2019, le GTNO a proposé de préparer une proposition provisoire pour lancer le processus d'examen des mesures économiques, en vue d'adapter la méthode aux intérêts de toutes les parties.

De plus, il est essentiel de disposer d'une liste d'entreprises du Sahtu complète et facilement accessible pour favoriser le développement économique du Sahtu. Le SSI a entrepris de mettre à jour cette liste d'entreprises et la communiquera sur son site Web ainsi qu'aux parties une fois qu'elle sera terminée.

Activités

- Le GTNO a élaboré une série de documents provisoires proposant une méthode d'examen des mesures économiques pour approbation par le CMO. Elle a été communiquée le 4 juillet 2019.
- Le SSI a indiqué que la mise à jour de la liste des entreprises du Sahtu demeure une priorité élevée.

Prochaines étapes

- Le SSI collaborera avec le Canada et le GTNO pour continuer à promouvoir le développement économique de la région du Sahtu.
- Le SSI devra soumettre la proposition à son conseil d'administration aux fins d'approbation et de recommandations dès que possible.
- Le SSI communiquera la liste actualisée des entreprises du Sahtu une fois qu'elle sera complète.

RENOUVELLEMENT À CHAQUE EXERCICE

Le 11 mars 2020, le Canada a envoyé une lettre au Sahtu Secretariat Incorporated (SSI) pour proposer de mener des discussions sur l'exploration financière. Ces discussions devaient porter sur le financement fédéral que le gouvernement du Canada fournit pour appuyer les responsabilités de mise en œuvre du Sahtu décrites dans l'Entente du Sahtu, dans le but d'élaborer un nouveau modèle de financement pour la mise en œuvre de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et des Métis du Sahtu. Des lettres ont également été envoyées aux conseils de cogestion et au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Activités

- Des réunions entre le Canada et le SSI ont eu lieu tout au long de l'été 2020 pour discuter des besoins de financement.
- En août 2020, le SSI a demandé de suspendre les discussions sur le renouvellement des accords financiers jusqu'à ce que le processus d'élaboration de la politique sur la parcelle M5 soit plus avancé.
- En novembre 2020, l'Office d'aménagement territorial du Sahtu a présenté au Canada une proposition de financement sur 10 ans. Les discussions ont été satisfaisantes pour les deux parties.
- Le Canada a rencontré l'Office des ressources renouvelables du Sahtu tout au long du mois de décembre 2020 pour discuter d'une augmentation du financement.
- À la fin du mois de mars 2021, le Canada a repris les discussions bilatérales sur les accords financiers avec le SSI dans le cadre du caucus sur les questions financières du Sahtu, après une première rencontre avec le directeur général Allan McDonald en janvier 2021.

Prochaines étapes

- Poursuivre les discussions bilatérales entre le Canada et le caucus sur les questions financières du Sahtu afin de discuter d'une augmentation du financement des sociétés foncières.

FINANCEMENT DE MISE EN ŒUVRE

Comme le prévoient le plan de mise en œuvre de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et des Métis du Sahtu (ERTGDMS) et les ententes de financement bilatérales connexes, le Canada fournit des fonds au Sahtu Secretariat Incorporated (SSI), au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) et aux organismes de mise en œuvre, comme les conseils de cogestion créés en vertu de la revendication territoriale, pour appuyer la mise en œuvre continue de l'Entente. Conformément au protocole d'entente de 1992 entre le GTNO et le Canada, le Canada verse des fonds au GTNO pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations territoriales en vertu des revendications territoriales, y compris l'Entente. L'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest exige que le Canada verse également des fonds au GTNO pour couvrir les coûts associés aux obligations fédérales assumées par le GTNO en vertu de cette entente.

En 2017, de nouvelles ententes de financement pluriannuelles ont été conclues avec les conseils de cogestion de l'Entente. Le financement a été augmenté pour tous les conseils ainsi que pour les comités des ressources renouvelables. Le financement des comités pour les exercices financiers 2019-2020 et 2020-2021 est présenté dans le tableau ci-dessous.

Au cours de la période visée par le rapport, le Canada a également fourni le financement de base au SSI et aux organismes de mise en œuvre créés en vertu de l'Entente :

Bénéficiaires	Financement de base de 2019-2020	Financement de base de 2020-2021
Sahtu Secretariat Inc.	818 498 \$	836 389 \$
Comités des ressources renouvelables	875 751 \$	894 693 \$
Office des ressources renouvelables du Sahtu	1 105 582 \$	1 129 748 \$
Office des terres et des eaux du Sahtu	1 381 745 \$	1 411 947 \$
Office d'aménagement territorial du Sahtu	498 143 \$	509 301 \$
Conseil d'arbitrage du Sahtu	0 \$	0 \$

Fonds de soutien aux communautés autochtones (FSCA)

En réponse à la pandémie de COVID-19, le Canada a fourni les fonds suivants au SSI :

Date	Financement
Avril 2020	850 736 \$
Septembre 2020	483 103 \$
Janvier-février 2021	483 103 \$
Mars 2021 : en fonction des besoins	40 000 \$

NOTES

[illegible]